



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 21 JUIL. 2025

mettant en demeure la société COMPTOIR AGRICOLE ACHAT VENTE
de respecter des dispositions relatives à l'aménagement et à l'exploitation
des installations classées qu'elle exploite 5 rue Naphta 2 à Lauterbourg (67630)

N° AIOT : 0006705397

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et R.181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2012 portant autorisation d'exploiter des installations de stockages et de conditionnement de grains à la société COMPTOIR AGRICOLE, zone portuaire de Lauterbourg, à Lauterbourg ;
- VU** le rapport d'inspection du 10 juin 2025 relatif à la visite du 22 mai 2025 des installations de stockage et de séchage de grains exploitées par la société COMPTOIR AGRICOLE situées dans la zone portuaire de Lauterbourg, au 5 rue Naphta 2 à Lauterbourg ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 22 mai 2025, l'inspection a constaté les non-conformités suivantes ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article R.181-46 II du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications apportées aux installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier ;

CONSIDÉRANT que, au mépris de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2012 susvisé, l'exploitant ne dispose pas des moyens de lutte incendie suivants :

- des robinets d'incendie armés,
- d'un système d'extinction automatique d'incendie,
- d'un système de détection automatique d'incendie,
- des réserves de sable meuble ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société COMPTOIR AGRICOLE ACHAT VENTE n°SIRET : 77564086500017, dont le siège se trouve 35 route de Strasbourg à Hochfelden (67270), est mise en demeure, de respecter dans un délai de **trois mois** les prescriptions rappelées ci-après pour les installations qu'elle exploite dans la zone portuaire de Lauterbourg sises 5 rue Naphta 2 à Lauterbourg (67630) :

- article R.181-46 II du code de l'environnement susvisé : « (...) *Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. (...)* ».
- article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05 novembre 2012 susvisé : « *L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :*
 - *d'une défense en eau générale de l'ensemble du site assurée par un débit global de 180 m³/h fournie par :*
 - *deux poteaux incendie implantés sur le site, à moins de 200(m) du risque à défendre, pouvant être utilisé simultanément avec un débit de 60 m³/h pendant deux heures ;*
 - *la darse en bordure du Rhin, pourvue d'une aire d'aspiration de dimensions minimales de 8m x 8m à proximité du point d'eau.*
 - *des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;*
 - *des robinets d'incendie armés, disposés dans les halls de stockage, aux postes de travail présentant un risque particulier d'incendie ;*
 - *d'un système d'extinction automatique d'incendie ;*
 - *d'un système de détection automatique d'incendie ;*
 - *des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles . (...)* ».

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-7/L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société COMPTOIR AGRICOLE ACHAT VENTE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Lauterbourg.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,



Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

